

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Commissariat à la Sécurité
Alimentaire (CSA)

Projet de Mobilisation des Initiatives
en matière de Sécurité Alimentaire
au Mali (PROMISAM)



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

REGION DE MOPTI
Cercle de Koro
Commune rurale de Pel-Maoudé

PLAN DE SECURITE ALIMENTAIRE COMMUNE RURALE DE PEL-MAOUE

2006- 2010

*Elaboré avec l'appui technique et financier de l'USAID-Mali
à travers le projet d'appui au CSA, le PROMISAM*



Novembre 2006

Table des Matières :

Table des Matières :	2
I. Contexte et justification.....	3
II. Méthodologie	3
III. Aperçu sur la commune	5
1. Aperçu historique	5
IV. Situation de Référence	5
1. Caractéristique Physique	5
2. Caractéristiques démographiques et Sociales	6
Indicateurs dans le domaine de l'hydraulique.....	9
V. Atouts et Contraintes à la Sécurité alimentaire.....	9

PREMIERE PARTIE

I. Contexte et justification

L'insécurité alimentaire est depuis les années 1973 une grande préoccupation de l'ensemble des populations et des autorités du Mali, bien que la vocation fondamentale du pays soit l'agriculture.

Les différents facteurs qui semblent être impliqués sont essentiellement :

- la croissance démographique
- les perturbations climatiques
- les pratiques agricoles non adéquates
- les déprédateurs des cultures plus récemment.

La croissance démographique est réelle, avec les multiples actions dans le domaine de la santé (maîtrise de certaines grandes endémies, l'intérêt porté à la santé des mères et des enfants...). De nombreux nouveaux villages ont été créés. La société connaît un émiettement et un individualisme assez marqués.

Les perturbations climatiques se manifestent par de faibles pluviométries enregistrées, avec des précipitations irrégulières dans le temps et dans l'espace. Les orages sont accompagnés de vents de sables très violents; l'harmattan est de plus en plus fort et prolongé.

L'extension des superficies cultivées, par le défrichement ou la réduction de la durée de la jachère (de plus ou moins 40 ans elle est réduite à 3 ou 4 ans, voir supprimé) est une des pratiques agricoles retenues pour compenser les faibles rendements infligés par les nouvelles conditions de culture de façon à satisfaire la demande plus grande imposée par la croissance démographique. Nous assistons à une crise de régénération spontanée (couverture végétale, fertilité des sols, disparition d'un nombre important d'espèces animales...) et un déséquilibre écologique nettement remarquable. Une des retombées est la prolifération constatée des insectes et la perturbation de leurs affinités alimentaires. Des insectes reconnus passifs et naturellement retranchés dans la jachère sont dénommés aujourd'hui les ravageurs de cultures et constituent un facteur limitant majeur de production.

Les orientations prises par le gouvernement du Mali, notamment la création d'un commissariat à la sécurité alimentaire, les efforts déployés dans le secours d'urgence et la création des banques de céréales, la forte adhésion des différents partenaires au développement, font de la question de la sécurité alimentaire, l'axe prioritaire de développement du pays au niveau local.

Le commissariat à la sécurité alimentaire dans la mission qui lui a été assignée a opté pour la stratégie de responsabilisation des collectivités locales comme le définit le contexte de la décentralisation.

L'élaboration d'un plan de sécurité au niveau local, permet à chaque entité de prendre en compte ses spécificités, d'avoir l'adhésion et l'engagement des différentes composantes et/ou acteurs, qui ont été associés pleinement au processus de conception. Ses éléments sont en fait les objectifs essentiels recherchés.

II. Méthodologie

Les principales étapes se résument comme suit :

La formation des Acteurs

L'organisation d'une formation des formateurs et des élus par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire au chef lieu de cercle à Koro du 01 au 02 Octobre 2006. Cette formation a regroupé :

- ◆ les sous- Préfets,
- ◆ les maires ;
- ◆ les services techniques ;
- ◆ les secrétaires généraux des communes ;
- ◆ les femmes rurales, les jeunes ruraux ;
- ◆ des organisations de la Société Civile ;
- ◆ des partenaires au développement.

Cette formation des acteurs a été présidée par l'adjoint au préfet et facilitée par la DRPSIAP.

Après cette étape, les acteurs élus ont chacun en ce qui lui concerne a fait la restitution de la formation autres acteurs de la commune.

La tenue des journées de concertation/consultation intercommunautaires

Les Elus, les agents communaux, les chefs de village ou leurs représentants, les conseillers de Villages, les représentants des jeunes, des femmes et de la société civile (associations) ont le **05 Novembre 2006** recensé, analysé, proposé des actions et défini des priorités d'intervention dans le cadre de la sécurité alimentaire. Ces journées étaient facilitées **par l'appui du CCC**. Ils étaient au nombre de **52 dont 6 femmes**. Ces journées ont permis aux populations et élus de discuter et de dégager les solutions villageoises aux problèmes de la sécurité alimentaire. Ces problèmes ont été enfin classés selon piliers (Disponibilité, Accessibilité, Utilisation, Stabilité des aliments).

La tenue de l'atelier de planification

Le conseil communal, les agents communaux appuyés par les services techniques de l'Etat (Santé, Education, SLACAER), , ont approfondi l'analyse des contraintes majeures dégagées lors des journées de concertation intercommunautaires pour proposer des solutions réalistes et réalisables dans le cadre de la sécurité alimentaire de la commune de **Pel Maoudé le 16 octobre 2006 au siège de la mairie**. L'atelier de planification était facilité par le CCC. Les acteurs présents étaient au nombre de **14**.

A partir des résultats des journées inter communautaire, les participants ont suivi les étapes suivantes pour d'aboutir au Plan de sécurité alimentaire 2006 ~ 2010.

- ⇒ Elaboration du plan d'action de la sécurité à travers l'outil Tableau de Plan d'Action
- ⇒ Evaluation du Plan à travers l'outil Tableau Evaluation du Plan
- ⇒ Elaboration Plan de Financement à travers l'outil Tableau Plan de Financement
- ⇒ La détermination des stratégies de mise en œuvre du plan de sécurité par les acteurs

La tenue de l'atelier de validation/ Adoption/ Restitution

Le document ainsi élaboré a été soumis à l'adoption du conseil du 07 au 09 Novembre 2006 au siège de la mairie en session extra ordinaire.

Le plan a été adopté par le conseil suivant délibération n° **005 CR – P du 07 – 11- 2006 par les 12 élus présents**.

Le conseil est pied d'œuvre pour une large restitution du plan au niveau des villages et à l'ensemble des participants à la journée intercommunautaire.

III. Aperçu sur la commune

1. Aperçu historique

La commune rurale de Pel Maoudé a été créée par la Loi N° 96-059 du 04 novembre 1996 portant création des communes. Le conseil communal est composé de 17 membres dont 2 femmes.

Le chef lieu de la commune Pel Maoudé est à l'origine Pèrou briser dans son sens étymologique, conjurer dans son sens réel.

2. Situation Géographique

Limite de la commune : Au nord par les communes de Koporo Na et Koporo Pen, à l'ouest par les communes de Koporo Na et de Bankass, au Sud par les communes de Dougouténé I et Dougouténé II et à l'est par la commune rurale de Koro.

La commune rurale de Pel compte 9 villages officiels

N°	Noms
1.	Andiama
2.	Temegolo
3.	Sogourou Pen
4.	Timessogou
5.	Baraniogolé
6.	Guindourou
7.	Birga Dogon
8.	Ongo
9.	Pel

Le chef lieu de la commune est distant du chef lieu de cercle (Koro) de 22 Km sur la RN 15. Il est d'accès facile en toute saison

La commune compte en 2005 15464 habitants dont 51% de femmes essentiellement Dogon qui cohabitent avec d'autres ethnies tel que les Peuhls, Mossi...

La commune a une superficie de 283,85 km².

3. Organisation Administrative

La commune de Pel Maoundé compte 9 villages officiels et 20 hameaux.

Le fonctionnement de la C rurale repose sur deux organes :

- Le conseil Communal
- Le bureau communal

Le conseil Communal

Le conseil communal compte 17 conseillers dont 2 femmes.

Le bureau Communal et les commissions de travail

Composé du Maire et ses 3 adjoints, appuyés par le personnel composé d'un secrétaire général, un Régisseur, un secrétaire dactylo et un gardien. Il existe en plus des commissions de travail sur les différents domaines de compétence des communes

IV. Situation de Référence

1. Caractéristique Physique

Le Climat/ La pluviométrie

Le climat est du type sahélien chaud et sec avec des vents pendant les saisons sèches qui durent de Octobre à mai. La pluviométrie varie de 350 à 500 mm par an. Le tableau ci-dessous présente les données pluviométriques des 6 dernières années :

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
volumes	251	544,90	317,5	642,90	582	438	514
fréquences	10	25	25	37	40	33	31

Les sols

La commune de Pel est située dans la plaine du seno entre la falaise et le sud. Le sol est du type sablonneux.

L'hydrographie

En plus de l'existence de quelques mares plus ou moins importante, la commune compte 7 forage équipé de PM, 24 puits modernes, 3 puits pastoraux et une mini adduction d'eau. Si la norme de 400 habitants pour un puits ou forage équipé est vérifié cela fait un taux de couverture en eau potable à 80%

2. Caractéristiques démographiques et Sociales

a. La Population / La densité

La commune rurale de Pel Maoundé compte en 2005 15 464 habitants dont 51% de femmes et 44% d'enfant de 6 à 14 ans soit 6784 enfants dont 49% de filles (sources plan de développement éducatif du cercle de Koro) .

b. Les principales ethnies et leurs occupations traditionnelles

C'est une population constituée essentiellement de Dogons qui cohabitent comme partout dans le cercle de Koro, avec des Peuhls, Mossi en minorité, les autres ethnies étant constitué essentiellement des fonctionnaires (Bambara).

Les activités socioéconomiques pratiquées sont principalement l'agriculture pratiquée par les Dogons cultivateurs, l'artisanat et le commerce sont des activités secondaire et l'élevage pratiqué surtout par les peuhls

3. Caractéristiques Economiques

a. Agriculture

L'agriculture est essentiellement basée sur la culture du petit mil, près de 90% de la superficie cultivée ensuite viennent l'arachide, niébé, fonio, oseille, fonio sésame comme cultures commerciales. Le maraîchage n'est pas pratiqué faute de cours d'eau et de moyen d'exhaure des eaux souterraines

L'agriculture est caractérisée par :

- Superficie cultivable 9190 ha
- Superficie cultivée 7070 ha
- Taux mise en valeur 76%
- Durée de la jachère : 3 ans
- Matériel agricole se résume au moyen traditionnel, la houe, la daba, charrette. il est estimé en tout à 6189
- Infrastructures agricoles il n'existe pas d'infrastructure agricole dans la commune.

b. Elevage

Effectif du cheptel de la Commune rurale

Bovins	2 379
Ovins	6 914
Caprins	12 538
Asins	539
Camelins	29
Volaille	17 974

Porcins	566
Equin	139

Source : SLACAER

Les animaux de traits ne sont pas aussi nombreux du fait du pouvoir d'achat de la population, les bœufs existant ne sont pas utilisés seulement pour le labour, mais aussi pour la traction des charrettes pour les déplacements

c. **Le commerce**

d. Il existe deux marchés hebdomadaires dans la commune, Pel, les dimanches et Baragongolé les mercredis

e. **L'artisanat**

L'artisanat est encore traditionnel, avec plusieurs corps de métiers qui sont :

- Les forgerons ;
- Les cordonniers ;
- Les potiers ;
- Les tailleurs ;
- Les menuisiers et les métiers du bâtiment.

Il faut noter la présence du COP de Pel qui forme beaucoup de personnes dans les domaines de la menuiserie métallique, le bâtiment, les puits entre autres

f. **Les transports**

La commune est desservie par la route nationale N° 15 qui passe par le chef lieu de la commune et dans une position diamétrale. Tous les villages et hameaux sont reliés par un réseau de piste rurale praticable en toutes saisons.

g. **Les forêts**

Il n'existe pas de forêt dans la commune de Pel Maoudé

4. **Caractéristiques Socio économiques et culturelles**

a. **la Santé**

Il existe un dispensaire privé doté d'un dépôt de produits pharmaceutiques qui couvre au delà de ses limites de la commune rurale de Pel avec un personnel qualifié

Indicateurs dans le domaine de la santé et de la population

Indicateurs	Normes	Valeurs actuelles	Sources
Taux de natalité		2%	CSCOM
Taux de couverture vaccinale		67%	
Taux de prévalence du paludisme		2,19%	
Taux de prévalence contraceptive		1%	
Taux de mortalité néo-natale		57,1	
Taux de mortalité infantile		113 /1000	
Taux de mortalité infanto-juvénile		2,29/1000	
Taux de mortalité maternelle		5,32/1000	
Ratio médecin/population		1/15 464	
Ratio infirmier/population		2/15 464	
Ratio matrone/population		2/15 464	
Ratio centre de santé/population	1/	1/15 464	
Ratio pharmacie et/ou dépôt/population		1/15 464	
Taux de fréquentation des centres de santé	15%		
Taux d'accouchements assistés	80%		

Taux de consultation post natale	40%		
Taux de prévalence du VIH /SIDA	1/7		

b. L'éducation

La commune de Pel Maoudé comptait 4 écoles publiques et privées dont un second cycle, les écoles comptaient 738 élèves dont 43,5% de fille. Le second cycle compte 7 enseignants et 11 au premier cycle

Ratio école/village	6/9
Ratio maître/élève	1/50
Ratio Table-banc/élève	1/4
Ratio élève/classe	45/1
Ratio table-banc/classe	13/1
Ratio centre alpha fonctionnel/villages	2/9

c. L'état de la sécurité alimentaire

Les grandes préoccupations de l'état de la sécurité alimentaire sont essentiellement :

La soudure qui est phénomène persistant touchant près de 40% des ménages sur une période qui varie selon la vulnérabilité des ménages du mois de Mai – fin Septembre avec un volume de déficit céréalier estimé à près de 400 T/ an. Cette situation s'accroît les années où sévissent les caprices de la pluviométrie et d'autres phénomènes comme la prolifération des ravageurs des cultures.

Une alimentation presque exclusivement à base de céréales qui explique les nombreux cas de maladies liées aux nutritionnelles surtout chez les mères les enfants et les personnes âgées.

Faible pouvoir de l'achat de la population avec comme seule source de revenu, cette agriculture de subsistance, la plupart des ménages produisent moins de 1000 Kg de mil par an.

La situation de la question alimentaire reste vraiment une inquiétude quotidienne de la population et de l'ensemble des autorités avec les grands effets pervers sur le fonctionnement des collectivités en phase de lancement.

d. Art, Culture, Sport et Tourisme

La commune ne dispose pas de site culturel pouvant faire l'objet de tourisme.

Le sport le plus pratiqué est la lutte traditionnelle qui se pratique de septembre à mars de chaque année. Elle oppose les villages de la commune de façon informelle, organisé par les amateurs. Le football est pratiqué par les jeunes, surtout au chef lieu de commune et les villages où il y a l'école.

Il existe des troupes de danses traditionnelles, des chorales de jeunes...

5. Infrastructures et Equipements collectifs existants

a. Les routes

La commune est desservie par la route nationale N° 15 dans sa partie nord. Tous les villages et hameaux sont reliés par un réseau de piste rurale praticable en toutes saisons.

b. Les moyens de communication

Pel Maoudé est obligé de passer par Koro 22 km ou Bankass 30 km pour ses services de poste ou de télécommunication. Il faut aussi noter la présence de 1 à 2 RAC. Le moyen de communication radiophonique qui couvre la commune est la radio ORONA FM de Koro.

La commune dispose de la couverture télévisuelle du Mali et les stations FM de Koro, Bankass, ORTM. Elle n'est pas desservie par le réseau téléphonique.

c. Eau / Hydraulique

Indicateurs dans le domaine de l'hydraulique

Indicateurs	Normes	Valeurs actuelles	Sources
Taux de couverture des besoins en eau potable		80%	DNSI
Nombre de puits à grand diamètre		24	
Nombre de forages équipés avec une pompe manuelle		7	DNSI
Nombre d'adduction d'eau	9	1	DNSI
Bornes fontaines		4	DNSI
Pompes solaires		1	DNSI

d. Les banques de céréales

Une banque communale existe d'une capacité de 35 Tonnes, financée par la CADB et le Commissariat à la sécurité alimentaire.

e. Les systèmes financiers décentralisés

Le système financier existant dans la commune est le système de caisse villageoise d'épargne et de crédit auto gérée. Il en existe 4 dans les villages de Pel Maoudé, Timessogou, Baragnolé, Andiama.

V. Atouts et Contraintes à la Sécurité alimentaire

5.1. LES ATOUTS POUR UNE SECURITE

Les atouts de la commune pour une sécurité alimentaire sont bien limités à quelques domaines essentiels des piliers de la sécurité alimentaire :

LA DISPONIBILITE

Les points d'atouts relatifs à la disponibilité sont notamment :

- le potentiel en terres productives qui est pratiquement estimé à 100% de la superficie de la commune Il est constitué de sols sablo - argileux reconnus favorables aux cultures du petit mil, du niébé, du fonio, l'arachide comme principales spéculations.
- le facteur humain est très favorable avec une population très jeune et une offre de main d'œuvre dépassant largement les besoins escomptés de la commune.
- l'éveil de conscience pour l'utilisation de la fumure organique comme moyen essentiel de restauration de la fertilité des sols.

L'ACCES

- l'éveil de conscience avec une attention particulière aux cultures d'arachide et niébé comme cultures de rente
- Les possibilités d'accès à la commune ont connu une nette amélioration ces dernières années avec la construction de la route nationale RN15 qui offre de grandes facilités d'approvisionnement en toute saison. d'approvisionnement en toute saison.
- L'existence de quatre caisses villageoises d'épargnes et de crédits

L'UTILISATION

- une capitalisation notoire de connaissances culinaires et de pratiques alimentaires d'intérêt bien reconnu

LA STABILITE

le fonctionnement d'une banque de céréales avec l'aide de la CADB et du commissariat à la sécurité alimentaire pour une capacité de stock estimée à près

de 35 tonnes

5.2. LES CONTRAINTES A LA SECURITE ALIMENTAIRE

les contraintes de la commune en rapports avec la sécurité alimentaire sont multiples. Les quelques unes aux quelles nous faisons allusion sont celles qui méritent pour l'heure, de l'avis de tous les acteurs, une attention particulière.

LA DISPONIBILITE :

- un faible niveau d'organisation des producteurs avec la perte de l'autorité et de la solidarité communautaire.
- la précarité des conditions de production, avec notamment la pression des ravageurs des cultures, la pauvreté des sols, l'irrégularité des pluies, une insécurité grandissante des attributions foncières.

L'ACCES :

- l'insuffisance des moyens financiers (revenus des UPA et accès aux crédits) lié surtout aux considérations culturelles qui s'expriment en réticences de tous genres.

L'UTILISATION :

- la méconnaissance des notions alimentaires et nutritionnelles avec un délaissement d'un nombre important de connaissances culinaires et pratiques alimentaires et nutritionnelles.

LA STABILITE :

- la soudure qui affecte chaque année près de 40% des familles avec le phénomène de bradage des céréales à la récolte et la perturbation des travaux d'entretien des cultures.

PLAN QUINQUENNAL DE SECURITE ALIMENTAIRE DE LA COMMUNE RURALE DE PEL MAOUE

I. PLAN D'ACTION

OBJECTIF GENERAL : Contribuer à assurer la sécurité alimentaire des populations de la Commune Rurale de Pel Maoudé

PILIER	CONTRAINTES	OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES	INTERVENANTS	RESP.
DISPONIBILITE	1. Un faible niveau d'organisation des producteurs	<i>1.1. Renforcer l'organisation formelle en sociétés coopératives des familles (UPA)</i>	1.1.1. Les familles (UPA) sont organisées en sociétés coopératives	1.1.1.1. Redynamiser les sociétés coopératives existantes	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				1.1.1.2. Rendre conforme aux textes règlementaires les statuts et les règlements intérieurs	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				1.1.1.3. Créations de nouvelles sociétés coopératives	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				1.1.1.4. IEC sur les notions du fonctionnement coopératif	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
DISPONIBILITE			1.1.2. Les sociétés coopératives sont réputées organisations volontaires et démocratiques fournissant des services aux adhérents	1.1.2.1. IEC sur la contrainte travail, compétence, investissement comme corollaire de l'amélioration de la production	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				1.1.2.1. L'élaboration d'un contrat de performance annuel	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire

				1.1.2.2. Organiser des séances d'auto évaluation et tenue régulière des assemblées règlementaires	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				1.1.2.3. IEC sur l'intérêt de la collecte des situations agricoles	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				1.1.2.4. Actualiser les données agricoles capitalisées	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				1.1.2.5. Instituer une campagne annuelle d'actualisation des données agricoles	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				1.1.2.6. Organiser les sociétés coopératives en fédération	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
DISPONIBILITE	2. La précarité des conditions de production	<i>2.1. Améliorer la protection des cultures et la conservation des stocks</i>	2.1.1. Les pertes liées aux ravageurs des cultures sont réduites	2.1.1.1. Promouvoir la lutte mécanique contre les borers de tige du mil	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				2.1.1.2. Destruction des nids contre les oiseaux	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				2.1.1. 3. création des brigades à travers les sociétés coopératives	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				2.1.1.4. Doter les paysans en produits de traitement achat de 50 cartons de	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire

				fongicide, 600 L de produits CE		
				2.1.1.5. Doter les brigades en matériels PV, 30 atomiseurs et 100 pulvérisateurs	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
			2.1.2. Les pertes au cours du stockage sont réduites	2.1.2.1. Formation des sociétés coopératives sur le stockage des produits viviers et des semences	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				2.1.2.2. Formation des sociétés coopératives sur les moyens biologiques de luttés contre les termites	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
DISPONIBILITE		2.2 .Promouvoir une amélioration des pratiques agricoles	2.2.1. La gestion de la fertilité des sols est améliorée	2.2.1.1 Formation sur les pratiques de production de la fumure organique et le compostage	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				2.2.1.2. Doter les sociétés coopératives en petits matériels de compostage	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				2.2.1.3. Intensifier le compostage	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				2.2.1.4. IEC sur l'intérêt de la diversification et de la rotation des cultures	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				2.2.2. Les pertes liées au phénomène	2.2.2.1. Vulgarisation de variétés hâtives de	Communautés, ONG, services techniques,

			de restriction de la saison des pluies sont réduites	mil et de niébé	commune	
				2.2.2.2. Contrôle de la divagation des animaux	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				2.2.2.3. IEC la gestion des espaces	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				2.2.2.4. fourrière dans chaque village	Com., ONG, services techniques, commune	Maire
				2.2.2.5. Appui à la subvention d'aliments bétail	Com., ONG, services techniques, commune	Maire
DISPONIBILITE			2.2.3. La sécurisation des attributions foncières est améliorée	2.2.3.1. IEC sur les attributions foncières traditionnelles	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				2.2.3.2. IEC sur la Loi s'orientation agricole	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				2.2.3.3. IEC sur la nécessité de promouvoir les concessions rurales	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
ACCESSIBILITE	1. Insuffisance des moyens financiers	<i>1.1. Augmenter les revenus des producteurs</i>	1.1.1. Les revenus des producteurs sont augmentés	1.1.1.1. Création des AGR	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				1.1.1.2. Développement de cultures de rente	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
UTILISATION	1. La méconnaissance des notions alimentaires	<i>1.1. Améliorer les pratiques alimentaires et les connaissances</i>	1.1.1. Les pratiques alimentaires et les connaissances nutritionnelles des	1.1.1.1. Formation culinaire des femmes	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				1.1.1.2. IEC sur les	Communautés, ONG,	Maire

	et nutritionnelles	<i>nutritionnelles des ménages</i>	ménages sont améliorés	notions alimentaires et nutritionnelles	services techniques, commune	
STABILITE	1. Soudure sur une bonne période de l'année chez près de 40 % des familles	<i>1.1. Appuyer la capacité de mise en stock de sécurité de la commune</i>	1.1.1. La capacité de mise en stock de la commune est améliorée	1.1.1.1. Appui à la capacité de mise en stock de la commune	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire
				1.1.1.2. Formation des 8 membres du comité de gestion de la banque	Communautés, ONG, services techniques, commune	Maire

II EVALUATION DU PLAN

PILIER	ACTIVITES	INDICATEURS	COUT TOTAL	COUT PAR AN					LOCALISATIONS
				1	2	3	4	5	
DISPONIBILITE	1.1.1.1. Redynamiser les sociétés coopératives existantes	Une séance avec les membres des conseils d'administration des 12 sociétés coop.	100	100	0	0	0	0	Commune
	1.1.1.2. Rendre conforme aux textes règlementaires les statuts et les règlements intérieurs	12 séances de travail en assemblée générale pour la relecture des textes règlementaires des 12 soc. Coop.	240	240	0	0	0	0	6 villages de la commune
	1.1.1.3. Créations de nouvelles sociétés coopératives	Obtention des actes juridiques pour au moins 38 soc. Coop.	2.280	720	900	660	0	0	9 villages de la commune
	1.1.1.4. IEC sur les notions du fonctionnement coopératif	1 séance pour les 50 soc. Coop.	500	120	150	110	120	0	Les 9 villages de la commune
	1.1.2.1. IEC sur la contrainte travail, compétence, investissement comme corollaire de l'amélioration de la production	1 séance dans les 50 soc. Coop.	500	0	270	110	120	0	Les 9 villages de la commune

PILIER	ACTIVITES	INDICATEURS	COUT TOTAL	COUT PAR AN					LOCALISATIONS
				1	2	3	4	5	
DISPONIBILITE	1.1.2.2. L'élaboration d'un contrat de performance annuel	Soumission document d'estimation des activités sur un an de chaque soc. coopérative	Pm	Pm	pm	pm	Pm	pm	Les 9 villages de la commune
	1.1.2.3. Organiser des séances d'auto évaluation et tenue régulière des assemblées règlementaires	PV des 2 A. G. annuelles et des rencontres du bureau	Pm	Pm	pm	pm	pm	Pm	Les 9 villages de la commune
	1.1.2.4. IEC sur l'intérêt de la collecte des situations agricoles	Une séance dans chacun des 9 villages	270	270	0	0	0	0	Les 9 villages de la commune
	1.1.2.5. Actualiser les données agricoles capitalisées de la commune	La conduite d'un recensement exhaustif des données au niveau de tous les UPA	900	900	0	0	0	0	Les 9 villages de la commune
	1.1.2.6. Instituer une campagne annuelle d'actualisation des données agricoles	La conduite d'une révision annuelle des données agricoles	500	100	100	100	100	100	Les 9 villages de la commune
	1.1.2.7. Organiser les sociétés coopératives en fédération	Obtention d'acte juridique vers la quatrième année	100	0	0	0	100	0	Commune

PILIER	ACTIVITES	INDICATEURS	COUT TOTAL	COUT PAR AN					LOCALISATIONS
				1	2	3	4	5	
DISPONIBILITE	2.1.1.1. Promouvoir la lutte mécanique contre les borers de tige du mil	Actions concrètes enregistrées	Pm	Pm	pm	pm	Pm	pm	Les 9 villages de la commune
	2.1.1.2. Destruction des nids contre les oiseaux	Actions concrètes enregistrées	Pm	Pm	pm	pm	pm	Pm	Les 9 villages de la commune
	2.1.1.3. création des brigades à travers les sociétés coopératives	30 brigades avec 300 brigadiers formés	1020	1020	0	0	0	0	Les 9 villages de la commune
	2.1.1.4. Doter par an les paysans en produits de traitement achat de 50 cartons de fongicide, 600 litres de produits CE	Traitement par an de 125 tonnes de semences (mil, niébé, arachide) et 600 ha de cultures	41.250	8250	8250	8250	8250	8250	Les 9 villages de la commune
	2.1.1.5. Doter sur 5 ans les brigades en matériels de traitement 30 atomiseurs et 100 pulvérisateurs, 5000 masques	30 sociétés coopératives disposent d'un atomiseur et 100 particuliers ont des pulvérisateurs et disposent de moyens de protection adéquats	8350	2750	2750	950	950	950	Les 9 villages de la commune

PILIER	ACTIVITES	INDICATEURS	COUT TOTAL	COUT PAR AN					LOCALISATIONS
				1	2	3	4	5	
DISPONIBILITE	2.1.2.1. Formation des sociétés coopératives sur le stockage des produits viviers et des semences	300 membres formés en 6 Sessions de 3 jours	540	0	540	0	0	0	Les 9 villages de la commune
	2.1.1.2. Formation des sociétés coopératives sur les moyens biologiques de luttres contre les termites	30 Sessions d' 1 jour pour 30 sociétés coopératives	900	0	900	0	0	0	Les 9 villages de la commune
	2.2.1.1. Formation sur les pratiques de production de la fumure organique et le compostage	9 sessions de 4 jours dans les 9 villages de la commune	1080	1080	0	0	0	0	Les 9 villages de la commune
	2.2.1.2. Doter les sociétés coopératives en petits matériels de compostage	1000 fourches, 500 pelles, 500 râtaux, 250 brouettes	13250	6625	6625	0	0	0	Les 9 villages de la commune

PILIER	ACTIVITES	INDICATEURS	COUT TOTAL	COUT PAR AN					LOCALISATIONS
				1	2	3	4	5	
DISPONIBILITE	2.2.1.3. Intensifier le compostage	Production moyenne de 20.000 m ³ par an soit un total de 100.000 m ³ sur les 5 ans pour valeur de 50.000.000 de F avec une estimation de 2500 F le m ³ de compost	Pm	pm	pm	pm	pm	pm	Les 9 villages de la commune
	2.2.1.4. IEC sur l'intérêt de la diversification et de la rotation des cultures	1 séance d'un jour dans les 9 villages de la commune	270	270	0	0	0	0	Les 9 villages de la commune
	2.2.2.1. Vulgarisation de variétés hâtives de mil et de niébé	Msie à disposition la première année de 2T de niébé et 3T de mil	1350	1350	pm	pm	pm	Pm	Les 9 villages de la commune
	2.2.2.2. Contrôle de la divagation des animaux	Délibération du conseil communal	Pm	pm	pm	pm	pm	pm	Commune
	2.2.2.3. IEC sur la gestion des espaces	1 séance d'un jour dans les 9 villages de la commune	270	0	270	0	0	0	Les 9 villages de la commune
	2.2.2.4. Création et construction d'une fourrière dans chaque village	Actes administratifs, la présence des 9 fourrières et leurs comités de gestion	900	900	0	0	0	0	Les 9 villages de la commune

PILIER	ACTIVITES	INDICATEURS	COUT TOTAL	COUT PAR AN					LOCALISATIONS
				1	2	3	4	5	
DISPONIBILITE	2.2.2.5. Appui à la subvention d'aliment bétail	50 T par an pendant les 5 ans	11250	2250	2250	2250	2250	2250	Les 9 villages de la commune
	2.2.3.1. IEC sur les attributions foncières traditionnelles	1 séance d'un jour dans les 9 villages de la commune	270	0	0	270	0	0	Les 9 villages de la commune
	2.2.3.2. IEC sur la Loi d'orientation agricole	1 séance d'un jour dans les 9 villages de la commune	270	0	0	270	0	0	Les 9 villages de la commune
	2.2.3.3. IEC sur la nécessité de promouvoir les concessions rurales	1 séance d'un jour dans les 9 villages de la commune	270	0	0	0	270	0	Les 9 villages de la commune

PILIER S	ACTIVITES	INDICATEURS	COUT TOTAL	COUT PAR AN					LOCALISATION S
				1	2	3	4	5	
ACCESSIBILITE	1.1.1.1. Création des AGR	Octroi de fonds à 16 sociétés coopératives	16000	12000	1000	1000	1000	1000	Les 9 villages de la commune
	1.1.1.2. Développement de cultures de rente	9 séances d' IEC sur la portée économique du sésame et du fonio avec les 50 soc. Coop.	270	0	270	0	0	0	9 villages de la commune
UTILISATION	1.1.1.1. Formation culinaire des femmes	1 sessions de 5 jours par an pendant 3 ans pour 45 femmes	2520	840	840	840	0	0	9 villages de la commune
	1.1.1.2. IEC sur les notions alimentaires et nutritionnelles	Une séance d' IEC dans les 9 villages pendant 2 ans	540		270	270	0	0	Les 9 villages de la commune
STABILITE	1.1.1.1. Appui à la capacité de mise en stock de la commune	Magasin d'une capacité de 100 T Fonds pour l'acquisition de 100 tonnes	21500	21500	0	0	0	0	Commune
	1.1.1.2. Formation des membres du comité de gestion de la banque	1 session de 5 jours pour les 8 membres du comité de gestion	250	250	0	0	0	0	Commune
TOTAL			127.710	61.535	25.385	15.080	13.160	12.550	

PLAN QUINQUENNAL DE SECURITE ALIMENTAIRE DE LA COMMUNE DE PEL MAOUDE

III. LE PLAN DE FINANCEMENT

PILIER	ACTIVITES	INDICATEURS	COUT TOTAL	COUTS PAR SOURCE DE FINACEMENT				
				COMM	ETAT	PTF	POPULAT	AUTRES
DISPONIBILITE	1.1.1.1. Redynamiser les sociétés coopératives existantes	Une séance avec les membres des conseils d'administration des 12 sociétés coop.	100	100	0	0	0	0
	1.1.1.2. Rendre conforme les statuts et les règlements intérieurs / textes réglementaires	12 séances de travail en assemblée générale pour la relecture des textes règlementaires des 12 soc. Coop.	240	0	0	0	240	0
	1.1.1.3. Créations de nouvelles sociétés coopératives	Obtention des actes juridiques pour au moins 38 soc. Coop.	2.280	0	0	0	2280	0
	1.1.1.4. IEC sur les notions du fonctionnement coopératif	1 séance pour les 50 soc. Coop.	500	250	0	0	250	0
	1.1.2.1. IEC sur la contrainte travail, compétence, investissement comme corollaire de l'amélioration de la production	1 séance dans les 50 soc. Coop.	500	250	0	0	250	0

PILIER	ACTIVITES	INDICATEURS	COUT TOTAL	COUTS PAR SOURCE DE FINANCEMENT				
				COMM	ETAT	PTF	POPULAT	AUTRES
DISPONIBILITE	1.1.2.2. L'élaboration d'un contrat de performance annuel	Soumission document d'estimation des activités sur un an de chaque soc. coopérative	pm	Pm	0	0	Pm	0
	1.1.2.3. Organiser des séances d'auto évaluation et tenue régulière des assemblées règlementaires	PV des 2 A. G. annuelles et des rencontres du bureau	pm	0		0	pm	0
	1.1.2.4. IEC sur l'intérêt de la collecte des situations agricoles	Une séance dans chacun des 9 villages	270	0	0	270	0	0
	1.1.2.5. Actualiser les données agricoles capitalisées de la commune	La conduite d'un recensement exhaustif des données au niveau de tous les UPA	900	0	0	900	0	0
	1.1.2.6. Instituer une campagne /an d'actualisation des données agricoles	La conduite d'une révision annuelle des données agricoles	500	500	0	0	0	0
	1.1.2.7. Organiser les sociétés coopératives en fédération	Obtention d'acte juridique vers la quatrième année	100	0	0	0	100	0

PILIER	ACTIVITES	INDICATEURS	COUT TOTAL	COUTS PAR SOURCE DE FINACEMENT				
				COMM	ETAT	PTF	POPULAT	AUTRES
DISPONIBILITE	2.1.1.1. Promouvoir la lutte mécanique contre les borers de tige du mil	Actions concrètes enregistrées	pm	Pm	0	0	Pm	0
	2.1.1.2. Destruction des nids contre les oiseaux	Actions concrètes enregistrées	pm	pm	0	0	pm	0
	2.1.1.3. création des brigades à travers les sociétés coopératives	30 brigades avec 300 brigadiers formés	1020	0	0	1020	0	0
	2.1.1.4. Doter par an les paysans en produits de traitement achat de 50 cartons de fongicide, 600 litres de produits CE	Traitement par an de 125 tonnes de semences (mil, niébé, arachide) et 600 ha de cultures	41.250	0	0	8250	33000	0
	2.1.1.5. Doter sur 5 ans les brigades en matériels de traitement 30 atomiseurs et 100 pulvérisateurs, 5000 masques	30 sociétés coopératives disposent d'un atomiseur et 100 particuliers ont des pulvérisateurs et disposent de moyens de protection adéquats	8350	0	0	6680	1670	0

PILIER	ACTIVITES	INDICATEURS	COUT TOTAL	COUTS PAR SOURCE DE FINACEMENT				
				COMM	ETAT	PTF	POPULAT	AUTRES
DISPONIBILITE	2.1.2.1. Formation des sociétés coopératives sur le stockage des produits viviers et des semences	300 membres formés en 6 Sessions de 3 jours	540	0	0	540	0	0
	2.1.1.2. Formation des sociétés coopératives sur les moyens biologiques de luttres contre les termites	30 Sessions d' 1 jour pour 30 sociétés coopératives	900	0	0	900	0	0
	2.2.1.1. Formation sur les pratiques de production de la fumure organique et le compostage	9 sessions de 4 jours dans les 9 villages de la commune	1080	0	0	1080	0	0
	2.2.1.2. Doter les sociétés coopératives en petits matériels de compostage	1000 fourches, 500 pelles, 500 râtaux, 250 brouettes	13250	0	0	10600	2650	0

PILIER	ACTIVITES	INDICATEURS	COUT TOTAL	COUTS PAR SOURCE DE FINANCEMENT				
				COMM	ETAT	PTF	POPULAT	AUTRES
DISPONIBILITE	2.2.1.3. Intensifier le compostage	Production moyenne de 20.000 m ³ par an soit un total de 100.000 m ³ sur les 5 ans pour valeur de 50.000.000 de F avec une estimation de 2500 F le m ³ de compost	pm	pm	0	0	pm	0
	2.2.1.4. IEC sur l'intérêt de la diversification et de la rotation des cultures	1 séance d'un jour dans les 9 villages de la comne	270	270	0	0	0	0
	2.2.2.1. Vulgarisation de variétés hâtives de mil et de niébé	Msie à disposition la première année de 2T de niébé et 3T de mil	1350	pm	0	1350	pm	0
	2.2.2.2. Contrôle de la divagation des animaux	Délibération du conseil communal	pm	Pm	pm	pm	Pm	0
	2.2.2.3. IEC sur la gestion des espaces	1 séance d'un jour dans les 9 villages de la comne	270	270	0	0	0	0
	2.2.2.4. Création et construction d'une fourrière dans chaque village	Actes administratifs, la présence des 9 fourrières et leurs comités de gestion	900	0	0	0	900	0

PILIER	ACTIVITES	INDICATEURS	COUT TOTAL	COUTS PAR SOURCE DE FINANCEMENT				
				COMM	ETAT	PTF	POPULAT	AUTRES
DISPONIBILITE	2.2.2.5. Appui à la subvention d'aliment bétail	50 T par an pendant les 5 ans	11250	pm	0	5625	5625	0
	2.2.3.1. IEC sur les attributions foncières traditionnelles	1 séance d'un jour dans les 9 villages de la commune	270	0	0	270	0	0
	2.2.3.2. IEC sur la Loi d'orientation agricole	1 séance d'un jour dans les 9 villages de la commune	270	0	0	270	0	0
	2.2.3.3. IEC sur la nécessité de promouvoir les concessions rurales	1 séance d'un jour dans les 9 villages de la commune	270	270	0	0	0	0

PILIER	ACTIVITES	INDICATEURS	COUT TOTAL	COUTS PAR SOURCE DE FINACEMENT				
				COMM	ETAT	PTF	POPULAT	AUTRES
ACCESSIBILITE	1.1.1.1. Création des AGR	Octroi de fonds à 16 sociétés coopératives	16000	0	0	12000	4000	0
	1.1.1.2. Développement de cultures de rente	9 séances d' IEC sur la portée économique du sésame et du fonio avec les 50 soc. Coop.	270	0	0	270	0	0
UTILISATION	1.1.1.1. Formation culinaire des femmes	1 sessions de 5 jours par an pendant 3 ans pour 45 femmes	2520	0	0	2520	0	0
	1.1.1.2. IEC sur les notions alimentaires et nutritionnelles	Une séance d' IEC dans les 9 villages pendant 2 ans	540			540	0	0
STABILITE	1.1.1.1. Appui à la capacité de mise en stock de la commune	Magasin d'une capacité de 100 T Fonds pour l'acquisition de 100 tonnes	21500	0	0	21500	0	0
	1.1.1.2. Formation des membres du comité de gestion de la banque	1 session de 5 jours pour les 8 membres du comité de gestion	250	250	0	0	0	0
TOTAL			127.710	2.160	0	74.585	50.965	0

IV. STRATEGIES DE MOBILISATION ET MECANISME DE SUIVI - EVALUATION

1. STRATEGIE DE MOBILISATION FINANCIERE

Le coût global du plan est arrêté à la somme de Cent vingt sept million sept cent dix mille Francs CFA (127710000 F CFA), avec un plan de financement qui détermine de façon claire la participation des différents acteurs dont la commune 1,70% Francs CFA soit 2160000 F CFA , les populations 50965000 Francs CFA soit 39,90.%, les partenaires techniques et financiers 74585000 Francs CFA soit 58,40.%, Etat pour mémoire.

La commune s'engage par la signature d'un accord, à inscrire chaque année dans son budget sur les cinq ans, sa participation indiquée dans le plan pour la dite année.

Pour ce qui concerne la mobilisation financière des populations, notre approche étant de s'intéresser à des groupes organisés en sociétés coopératives, elle se fera par la session subventionnée moyennant un paiement comptant et le crédit avec une application de 15 % d'intérêt annuel dont Les 10 % seront réinjectés dans le même circuit d'octroi de crédits. La subvention serait réservée à l'acquisition des équipements nécessaires et les intrants pour un appui aux efforts de production aux quels s'engagent les UPA regroupées en sociétés coopératives. Le crédit est un appui aux actions de développement de AGR avec un esprit d'une implication plus grande de la part des bénéficiaires.

La mobilisation financière des partenaires techniques et financiers est la sensibilité de ces différentes institutions extérieures de vouloir venir en aide pour une situation de développement vu le rapport de sa pertinence avec leur mission et leur vision. Il s'agit là alors, de pouvoir identifier des institutions dont la mission et la vision cadrent avec le phénomène de sécurité alimentaire pour la soumission du dit projet. Nous retenons ici comme parrain le commissariat à la sécurité alimentaire initiateur de l'action et de nombreuses institutions qui portent un intérêt à la question de la sécurité alimentaire.

2.. STRATEGIE DE MOBILISATION SOCIALE AUTOUR DES OBJECTIFS DU PLAN

La stratégie de mobilisation sociale autour des objectifs du plan est l'intérêt et l'adhésion des différents acteurs à la cause de l'action, avec une certaine conviction de pouvoir prendre en charge les éléments d'apport de la répartition des tâches assignées dans le plan. La réalisation de la concertation, de la restitution et la ventilation du document à un nombre important de partenaires techniques et financiers en copies dures et sur le site web, à la faveur de l'appui du commissariat à la sécurité alimentaire, restent les éléments essentiels de mobilisation sociale autour des objectifs du plan.

3. STRATEGIE DE MOBILISATION DES PARTENAIRES

Le plan de sécurité alimentaire étant une action ayant l'approbation du conseil communal, le Maire engage la commune par la signature de conventions, d'accords, ou de protocoles de financement, avec toutes les exigences requises de procédures de gestion, de mesures de suivi et de contrôle, allant jusqu'à l'expertise annuelle des comptes qui sera toutefois pris en charge par le partenaire. Le budget annuel du PSA sera inscrit en annexe du budget de la commune.

4. MECANISME DE SUIVI – EVALUATION

LA PERIODICITE ET NATURE :

L'élaboration d'un programme annuel et d'un budget à la suite de l'évaluation de l'année précédente.

Un bilan semestriel des d'activités

Un bilan annuel des comptes et des activités

Un bilan de fin d'exécution du plan

Une évaluation externe de fin d'exécution du plan

LES RESSOURCES HUMAINES :

Le conseil communal, la commission mixte de suivi du PSA mise en place, le centre de conseil des communes, les services techniques, les bureaux d'études pour les prestations spécifiques requises.

LES RESPONSABLES DES OPERATIONS :

Le maire est le responsable des différentes opérations comme le lancement des commandes, les avis d'appel d'offre, la signature de conventions, la tenue des rencontres relatives à la programmation et à la budgétisation, la présentation des bilans, l'évaluation externe.

LES SOURCES DE VERIFICATIONS :

Les documents de base du plan, le budget du plan, les PV des rencontres, les entretiens, les visites terrain, les rapports d'activités semestriels et annuels, les bilans financiers annuelles, les budgets de la commune, les comptes administratifs de la commune, les conventions signées, les contrats de performance sont les éléments relatives à cette question.